

Impôts: les syndicats réclament des moyens

TOULOUSE/ « Personne dans la population ne s'émeut de la disparition des agents des impôts. Pour l'opinion, on n'a pas un beau métier. Par contre, on est utile, on est la banque de l'État ». Réunis hier matin devant la direction régionale des finances publiques, les représentants de l'intersyndicale (Solidaires, CGT, FO, CFDT) en avaient gros sur le cœur. En cause, le projet de loi de finances qui, selon eux, « aura des effets terribles sur le réseau d'une administration déjà profondément affaiblie ». Ce message, ils l'ont

déjà fait transmis aux parlementaires du département. Des actions locales, avec mobilisation du personnel, se préparent. « Pour nous, le changement, ce n'est pas maintenant. Les annonces du nouveau gouvernement parlent de 2.500 suppressions d'emploi sur l'ensemble de la France. Des trésoreries vont fermer. C'est inacceptable, nous n'avons plus les moyens de faire du travail de qualité, de répondre aux questions des contribuables ou de lutter contre la fraude fiscale », explique que Régis Lagrifoul du syndicat

Solidaires Finances publiques. « Comme l'Éducation, la police, la justice, nous avons besoin de moyens. Nous pouvons amener de l'argent à l'État: on estime à un milliard d'euros la fraude fiscale en Haute-Garonne, avec l'investissement immobilier notamment. Mais ça prend du temps, c'est compliqué, alors on fait du chiffre, on contrôle à l'aveugle. Comment expliquer à quelqu'un qu'il est contrôlé alors que tout le monde n'est pas traité pareil ? » explique Patrick Lumeau de FO.

Emmanuelle Rey



L'intersyndicale prépare des actions locales./Photo DDM Thierry Bordas